

TEXTE STRATÉGIQUE DU



LE 28 JANVIER 2013

**IMPOSER
UNE ALTERNATIVE
A L'AUSTERITE**

**AGIR ENSEMBLE ET DÉVELOPPER
LE FRONT DE GAUCHE**



IMPOSER UNE ALTERNATIVE À L'AUSTÉRITÉ

Agir ensemble et développer le Front de Gauche

INTRO

La crise systémique du capitalisme s'accroît. Elle est amplifiée dans l'Union Européenne par les traités qui laissent les marchés maîtres du jeu. Elle frappe de plein fouet les peuples, creuse les inégalités sociales, aggrave la crise écologique et exacerbe les tensions internationales. Désormais la récession touche ou menace une part grandissante des Etats, la baisse de l'activité étant visible partout y compris en Allemagne.

Ces politiques d'austérité vont à l'encontre de l'exigence des peuples et s'accompagnent d'une dérive autoritaire. Elles ne sont pas seulement injustes, elles ne marchent pas ! Leur violence renforce le nombre de celles et ceux qui refusent de capituler, l'affrontement s'aiguise : il se pose toujours plus en termes de choix de civilisation. Un grand mouvement de résistances au diktat de l'oligarchie financière et pour la démocratie, touche le continent sud-américain, le monde arabe et le proche orient, l'Europe... Les grèves, manifestations, révoltes parfois empreintes de pratiques alternatives sur les terrains de la production de la consommation et de la solidarité se développent dans les pays les plus touchés par la récession. C'est le cas de l'Espagne, du Portugal ou de la Grèce. Dans ce dernier pays, le peuple et les travailleur-euse-s ont reconnu dans Syriza une alternative politique au chantage et véritable putsch imposé par la Troïka devant laquelle les gouvernements sociaux-libéraux et libéraux ont capitulé.

C'est dans ce contexte que le mot d'ordre « *L'humain d'abord* » a rencontré les aspirations de millions de citoyen-ne-s de notre pays.

Ce système mortifère ne peut échapper à des bouleversements Mais la question est posée des développements qui peuvent intervenir et de leur nature. La voie de la régression, le repli xénophobe et nationaliste ne sont pas exclus. Ils peuvent apparaître comme une issue pour des populations désorientées et désillusionnées par des décennies d'alternances.

En France, la défaite en mai 2012 de Nicolas Sarkozy, le co-auteur avec Merkel du TSCG, et l'arrivée au pouvoir de François Hollande auraient pu constituer une étape positive dans le rapport de force qui se joue en France comme en Europe, ouvrir un espace pour une autre voie que celle de l'austérité. Sous la pression de la campagne du Front de Gauche, le candidat socialiste n'avait-il pas été amené à désigner la finance comme son principal adversaire et fixer une renégociation comme condition préalable à la ratification du traité européen ?

Ce n'est pas la voie suivie aujourd'hui par le gouvernement. La question du changement reste donc entière. Nous voulons y répondre. Face aux choix de l'austérité et du renoncement, nous entendons opposer ceux de la solidarité, de la démocratie, un nouveau type de progrès humain et écologique. Cela implique de créer les conditions politiques pour que le peuple s'en mêle et de construire les rassemblements populaires et majoritaires pour les imposer.

La création du Front de Gauche s'est révélée déterminante sur l'évolution politique et sociale de notre pays. Née de la campagne et de la victoire de 2005, elle concrétise depuis 2008 l'aspiration à l'unité et à l'émergence d'une nouvelle force à gauche capable de bouleverser le paysage politique.

Après des premiers succès enregistrés lors des Européennes, régionales puis cantonales, le résultat obtenu par Jean-Luc Mélenchon, meilleur score pour un candidat à gauche du PS depuis 1981, a confirmé les espoirs suscités.

Il s'agit aujourd'hui pour le Front de Gauche d'aborder une nouvelle étape. Par ce texte nous voulons apporter des éléments de réponse, en termes de perspectives stratégiques.

1 - UNE CAMPAGNE INÉDITE QUI A RENDU POSSIBLE LA DÉFAITE DE SARKOZY

Ces 4 millions de votes et 11% des voix faisant du Front de Gauche la deuxième force à gauche, valident notre choix du rassemblement: nous sommes devenu-e-s du coup utiles aux yeux d'un bien plus grand nombre d'électeur-trice-s que si nous nous étions présentés divisés. Au-delà de leur résultat, les campagnes présidentielle et législative de 2012 ont signifié un saut qualitatif réussi pour notre rassemblement qui s'est élargi et renforcé comme le démontrent les nouvelles forces qui l'ont rejoint. Ce rassemblement a favorisé l'engagement de dizaines de milliers d'hommes et de femmes de gauche, syndicalistes, militants associatifs, intellectuels, citoyens qui ont permis la dynamique de la campagne. Plus largement, il a esquissé le Front du peuple auquel nous aspirons. A travers les marches, les meetings, les écoutes collectives, les occupations de places publiques, les actions d'éducation populaire, etc. C'est déjà l'esprit de la révolution citoyenne que nous appelons de nos vœux qui s'est manifesté.

Sans nos 4 millions de voix et notre engagement entre les deux tours, il n'y aurait pas eu de défaite de Nicolas Sarkozy. Nos thèmes de campagnes nous ont permis de préempter des terrains majeurs de la confrontation politique et du débat d'idée. En imposant l'exigence de s'attaquer à la finance, Le Front de Gauche a contribué à re-politiser le débat présidentiel et législatif. Il a redonné le sens du combat collectif et de la fierté d'être de gauche, à restructurer plus largement des repères de classes face au FN et à la droite, à contenir la volonté de ceux qui au PS et à EELV comptaient dès l'après présidentielle recomposer avec le centre

En ce sens, l'élection de François Hollande a largement dépassé le sens initial voulu par le candidat socialiste : il s'agit donc bien d'une victoire à la fois pour nous et pour le peuple de gauche, et plus largement pour tout le peuple. Ensemble, nous avons renvoyé la droite dans l'opposition et chargé cette élection d'une aspiration réelle au changement.

2 - LE FRONT DE GAUCHE : DEUXIÈME FORCE À GAUCHE

Il y a désormais une force politique qui pèse dans le paysage, en terme politique, idéologique et électoral. Elle est capable de lancer des initiatives qui trouvent une mobilisation de masse. C'est un point d'appui essentiel pour renforcer les luttes qui se développent, renforcer des convergences sociales et politiques, favoriser un nouvel élan populaire.

Cela, nous l'avons vérifié dans la mobilisation unitaire contre le TSCG et de la manifestation du 30 septembre où notre proposition a rencontré celles des syndicalistes, des forces de résistance exprimées dans des mouvements comme Attac, la fondation Copernic, les collectifs pour un audit citoyen de la dette publique et remobilisé celles et ceux qui avaient contribué au NON en 2005.

De même, l'action du Front des luttes dans les entreprises ou celle des fronts thématiques révèle la possibilité de dynamiques communes. Le mouvement social (syndicalisme, associations de luttes) est lui aussi porteur d'une dimension politique. Le Front de gauche travaille à la complémentarité de proposition et d'action entre ses objectifs et ceux qui émergent des luttes.

Pour nous, la question clé de toute transformation de la société reste celle du renforcement du mouvement populaire et des mobilisations citoyennes, au plan national comme européen. C'est pourquoi nous serons présents dans toutes les mobilisations sociales et initiatives, qui participent à la construction d'une autre Europe (comme par exemple l'Altersummit) et ainsi créer les conditions d'une bataille plus forte pour les prochaines échéances européennes.

3 - LA NOUVELLE PÉRIODE OUVERTE PAR L'ÉLECTION DE FRANÇOIS HOLLANDE : UNE POLITIQUE SOCIAL-LIBÉRALE ASSUMÉE

Si la victoire du 6 mai contre Sarkozy est importante, l'enjeu reste de se débarrasser des politiques néolibérales qui ont gravement déstructuré/restructuré la société.

Aujourd'hui le gouvernement applique une politique sociale libérale assumée. Elle est marquée par la soumission aux logiques du capitalisme financiarisé, le refus d'engager la bataille avec la finance et de reprendre au capital la part des richesses qu'il ne cesse d'amasser au détriment de la collectivité et par un productivisme qui, tout en sacrifiant les filières industrielles, n'envisage pour relancer l'activité qu'une croissance déconnectée de la satisfaction des besoins sociaux et des exigences de la transition écologique. Sa volonté de rassurer les marchés a entraîné le renoncement à ces maigres promesses de campagne : le Traité Merkozy a été ratifié sans aucune modification, la loi de programmation budgétaire et le budget 2013 sont marqués par l'austérité et la baisse des dépenses publiques, le pacte de compétitivité issu du rapport Gallois marque la conversion revendiquée du PS à la politique de l'offre et de la baisse du coût du travail.

La vraie fausse menace de nationalisation d'Arcelor Mittal qui se termine en abdication devant Mittal sur fond de mensonges aux salariés, dresse le tableau d'une action gouvernementale qui permet au patronat et au Medef d'être toujours plus à l'offensive et d'être renforcés dans leur rapport de force vis-à-vis des syndicats. En témoigne l'accord sur l'emploi qui marque une étape supplémentaire dans la voie de la flexibilité et de la casse du code du travail.

En choisissant une politique d'austérité et la poursuite d'exonérations aux entreprises sans aucune contrepartie, le gouvernement est entré dans cette spirale infernale des politiques qui, menées dans d'autres pays européens, ont conduit à l'échec entraînant la régression sociale et la précarisation de masse.

Alors qu'il s'agirait de relancer l'activité par la relocalisation de l'emploi, le soutien de projets innovants, l'aide à la recherche et au à la relance de l'activité par la mobilisation du crédit, l'obtention de nouveaux droits salariés, le choix a été fait par le Premier Ministre Jean Marc Ayrault de porter les réductions budgétaires à 60 milliards sur 5 ans, notamment en asphyxiant les collectivités locales.

Alors que 75 % des investissements publics sont financés à l'échelle locale, ce choix conduit à la récession. Le projet de nouvelle étape en matière de réforme des collectivités, dit acte III de la décentralisation renforce la mise en concurrence des territoires au détriment de la démocratie locale et en particulier des communes et des services publics. Cela entérinerait la remise en cause de l'unicité de la République, remettant en cause le principe même d'égalité.

Les femmes sont parmi les premières victimes de la crise. Or les annonces du gouvernement en la matière en sont bien loin des mesures urgentes nécessaires : les moyens et la loi ne sont pas à la hauteur des besoins pour la lutte contre le sexisme et contre les violences ; pas de prise en compte sérieuse des dégâts de la loi HSPT, des demandes de maternités et de centres IVG ; la parité renvoyée aux conclusions d'un rapport Jospin peu ambitieux ; le refus de revaloriser les salaires et de lutter contre le temps partiel imposé rendant illusoire l'égalité salariale H/F ; la petite enfance renvoyée aux collectivités territoriales et au secteur privé... Une véritable politique d'égalité entre femmes et hommes est bien incompatible avec les politiques d'austérité.

Après les ravages causés par les politiques racistes et xénophobes de la droite « *décomplexée* », il y avait un enjeu politique et symbolique fort à marquer, le début du mandat du sceau de la lutte anti discriminations et pour l'égalité des droits. Au lieu de quoi, le gouvernement et la majorité ont fait le choix du reniement et de la répression : absence d'un véritable ministère de l'Égalité, refus d'instaurer les procédures de lutte contre le contrôle au faciès, recul sur le droit de vote des étrangers aux élections locales, politique restrictive en matière de régularisation des Sans-papiers, poursuite de l'expulsion des Roms ... En se dérochant ainsi aux valeurs d'égalité et de solidarité de la gauche, le gouvernement concède du terrain à la droite extrémisée dans la bataille idéologique.

Il en va de même sur la question de la démocratie. Deux revendications majeures sont absentes des conclusions de la commission Jospin sur la rénovation de la vie politique : le droit de vote des étrangers et la proportionnelle. Et que dire de son incapacité d'amnistier les militant-e-s syndicaux, écologistes et associatifs condamnés par le pouvoir UMP ? Que dire enfin, de la répression de mobilisations comme à Notre dame des Landes ? Tout cela continue à criminaliser les mouvements sociaux et citoyens.

Face à cette politique, les réactions populaires, y compris dans l'électorat qui a permis la victoire de François Hollande, sont contrastées. L'expectative, la colère et la volonté de se battre, le désarroi et le renoncement se mêlent. Les mobilisations sociales, notamment dans les entreprises touchées ou menacées par des plans de licenciement, sont importantes et témoignent d'une attente populaire et des capacités de résistance. Les salarié-e-s y ouvrent à la fois des voies alternatives et de réponses à la crise. Ils révèlent leurs aspirations à prendre leurs affaires en main pour sauver l'emploi et leur activité sous de multiples formes : des propositions de nationalisation comme à Arcelor-Mittal aux coopératives comme ceux de Fralib, inventant des nouvelles démarches novatrices sociales et écologiques liant producteur-trice-s et consommateur-trice-s.

Des mobilisations plus globales seront facilitées si une alternative politique, y compris dans sa dimension gouvernementale, gagne en crédibilité sur la scène sociale et politique.

4/ LES RESPONSABILITÉS DU FRONT DE GAUCHE

Dans cette période, la politique du Front de gauche a été cohérente. Nous nous revendiquons de la majorité populaire qui a permis de chasser Nicolas Sarkozy et une droite qui n'ont eu de cesse de détricoter avec brutalité les acquis sociaux issus de la Libération et des luttes populaires, d'affaiblir la démocratie, de fragmenter avec acharnement la société française.

Partie prenante de cette aspiration de gauche et aile marchante de la volonté de changement qui s'est exprimée, nous avons porté légitimement des exigences fortes. Pour autant, nous avons indiqué dès le départ que nous ne nous retrouvions pas dans la majorité présidentielle et gouvernementale formée autour des 60 engagements du candidat F. Hollande, qui ne constituaient pas une réponse à la hauteur de la crise, en France et en Europe. Jugeant que la politique annoncée était trop différente

de celle que nous portions, que la volonté politique affichée de réduire les déficits publics ne pouvait que conduire à l'austérité, nous avons refusé l'entrée dans le gouvernement puis le vote de confiance au gouvernement Ayrault. Dès lors que le gouvernement s'est moulé dans le creuset de l'austérité, nous avons combattu et voté contre le Traité Merkozy, rejeté les orientations de la loi de programmation budgétaire, nos parlementaires n'ont pas adopté le budget 2013, ont voté contre la loi sur la santé et la Sécurité sociale (PLFSS), le pacte de compétitivité...

Nous n'attendons pas 2017. Le Front de Gauche doit être à la hauteur des espoirs placés en lui. Dans la nouvelle période qui s'est ouverte, le Front de gauche veut être actif et réactif. Il doit être capable de s'adresser aux classes populaires pour faire la démonstration qu'une politique alternative à l'austérité est possible à gauche et qu'elle peut être majoritaire. C'est une condition pour faire exister au plus tôt une majorité permettant de mettre en œuvre des mesures alternatives.

Le développement de mobilisations sociales d'ampleur, convergentes, sera nécessaire pour inverser le rapport des forces, faire reculer les libéraux, les marchés financiers, et essayer d'imposer au gouvernement toutes les mesures pourtant indispensables qu'il se refuse à prendre. Nous appuyons donc ces mobilisations unitaires sur tous les fronts de lutte (sociale, politique, idéologique), et nous les aidons dans le respect de l'autonomie de chacun.

5/ AGIR POUR DES RASSEMBLEMENTS MAJORITAIRES

Nous voulons que les propositions contenues dans le programme « *L'Humain d'abord* » et dans les aspirations politiques exprimées dans les luttes de résistance (sociale, démocratique, écologique), gagnent du poids dans les débats qui parcourent les forces de gauche (gauche du PS, EELV), qu'elles déterminent d'autres choix, et permettent d'aboutir à des victoires, même partielles. Ce serait un point d'appui précieux pour que nous puissions bousculer la donne.

Voilà la démarche que le front de gauche entend promouvoir. La politique du gouvernement Ayrault conduit à l'échec. C'est une raison de plus de s'opposer à cette politique. En effet, nous ne nous résignons pas à ce que la droite extrémisée voir l'extrême droite représentent à terme l'alternative. Pour cela, le Front de Gauche entend, dans les mobilisations et les élections à venir, œuvrer à des solutions de gauche immédiates face à la crise, et à la construction d'une politique et d'une majorité alternatives.

Le Non au TSCG a déjà constitué un premier indicateur de cette majorité potentielle. Nous nous adressons à toutes celles et ceux qui, à gauche, quelles que soient leur préférence et appartenance politique, veulent agir et ne se retrouvent pas dans les choix d'austérité du gouvernement. Nous savons déjà que des convergences sont possibles avec des secteurs, des militants et des responsables socialistes et EELV, et plus largement avec l'ensemble de celles et ceux qui aspirent au changement. Nous nous adressons donc fortement aux militants associatifs et syndicaux. Nous nous tournons également vers les courants issus de l'écologie radicale et de l'extrême gauche qui partagent cette démarche. Nous voulons ainsi donner plus de force et de poids encore aux idées antilibérales et anti-productivistes. Nous sommes prêts à débattre fraternellement, à agir ensemble, à mener des campagnes, même sur des points partiels. Nous voulons un Front de Gauche capable d'impulser un rassemblement majoritaire et donc ouvert.

C'est la condition pour qu'un véritable gouvernement au service du peuple et de ses besoins sociaux et environnementaux puisse être constitué en France. Un gouvernement qui inverse enfin le cours mortifère des politiques d'austérité qui enfoncent toute l'Europe dans la récession et dans la pauvreté.

Un gouvernement qui mène une politique internationale au service de la paix et de solidarité entre les peuples, à l'inverse des politiques d'agressions et de domination.

6/ DÉVELOPPER, RENFORCER LE FRONT DE GAUCHE

Nous avons vocation à élargir le Front de Gauche et continuer à cheminer dans la diversité de ce que nous sommes. Nous voulons enraciner notre force et accroître son rayonnement en favorisant la mise en mouvement de toutes celles et ceux qui veulent en être partie prenante.

Nous ambitionnons un front du peuple qui s'adresse et rassemble toutes celles et tous ceux qui, dans les classes populaires, parmi les salarié-e-s, la jeunesse, se sont rapprochés de nous pendant la campagne, qui s'en rapprocheront, veulent reprendre la parole avec le Front de Gauche. Un Front du peuple qui s'adresse plus largement à tous ceux et celles qui, quel qu'ait été leur vote en mai et juin dernier, veulent continuer le combat pour une véritable alternative à la logique du système capitaliste.

A toutes celles et ceux-là, dès maintenant, nous donnons rendez-vous.

- **Pour renforcer les différentes batailles unitaires** comme pour l'audit citoyen de dette, la défense des services publics, la mobilisation en faveur du mariage pour tou-te-s, la campagne pour le droit de votes des résident-e-s étranger-e-s, la régularisation des travailleuses et travailleurs sans-papiers, des combats écologiques à venir et pour l'égalité entre hommes et femmes.
- **Dans la campagne « l'alternative à l'austérité c'est possible »** qu'engage le Front de Gauche, au sein des meetings, réunions publiques, marches départementales et autres assemblées citoyennes qui vont l'accompagner à l'échelle des territoires, des initiatives en entreprise.
- **Dans les batailles parlementaires** : en mars le gouvernement soumettra un projet de loi suite à l'accord sur l'emploi qui marque un recul social sans précédent. Largement inspiré par le MEDEF il est rejeté par Les syndicats qui, ensemble, représentent la majorité des salariés. Ces derniers vont interpellier les parlementaires, notamment PS et EELV à eux-seuls majoritaires à l'assemblée Nationale, pour qu'ils ne transcrivent pas ce texte en loi. Nous sommes en phase avec eux. Dans le même objectif, nous allons nous adresser localement et nationalement à ces mêmes parlementaires. Il est temps pour eux de choisir entre une ligne social-libérale qui divise la gauche à force d'épouser les attentes du MEDEF et une ligne de rupture franche avec la droite et le patronat.
- Dans les différentes rencontres nationales qui jalonnent la vie du Front de Gauche tout au long de l'année 2013 et lui permettront de se déployer : forums et conventions nationaux, Estivales citoyennes..)
- Dans la préparation collective des échéances électorales : municipales et européennes notamment dans l'élaboration du contenu des politiques que nous voulons voir mener des communes au niveau européen.

7/ LES ÉLECTIONS MUNICIPALES ET EUROPÉENNES

Ces élections municipales et européennes feront l'objet d'un débat spécifique entre nos organisations mais nous en traçons quelques traits.

Il est en effet probable, si rien n'est venu bouleverser la situation, que l'année 2014 pose encore plus l'urgence de rompre avec les politiques d'austérité pour répondre aux exigences populaires.

Cette urgence traversera les municipales. Elles constitueront la première échéance électorale post



présidentielle et législatives. Lors de ce scrutin, le Front de Gauche sera à l'offensive et souhaite faire élire un maximum d'élus défendant les positions du Front de gauche. Nous voulons infliger une nouvelle défaite à la droite et faire reculer l'extrême-droite. Nous voulons faire de cette élection et des prochaines municipalités des points d'appui pour refuser la logique d'austérité du gouvernement, l'asphyxie des collectivités. Nous voulons mettre en œuvre des politiques communales pour le développement du service public et de toutes les personnes les plus touchées par la crise, impulser des radicalités concrètes, favoriser un nouveau développement de la démocratie active, mettre en place des politiques écologiques audacieuses dans les villes comme à la campagne.

Les formes concrètes des rassemblements permettant de réaliser ces objectifs sont à définir et préciser. Cette discussion entre les forces du Front de Gauche va s'engager sans tarder. Nous prévoyons également au printemps une réunion sur le contenu programmatique que nous pourrions défendre dans cette campagne.

De même les élections européennes constitueront un rendez-vous essentiel pour le Front de Gauche, à la fois à dimension nationale et européenne.

Ces élections sont les seules qui se tiennent au même moment dans toute l'Europe. Or la mise en œuvre simultanée de l'austérité dans toute l'Union facilite la compréhension de ses enjeux. Nous savons que la réorientation de la politique de l'UE est indissociable du combat que nous menons nationalement pour desserrer l'étau des politiques libérales et se doter de marges de manœuvre permettant une alternative politique. Alors que partout les peuples européens ont été dessaisis du droit de se prononcer sur le TSCG, ce scrutin peut se transformer en un référendum européen contre les politiques austéritaires. Il peut renforcer l'idée qu'une autre Europe est nécessaire.

Le Front de Gauche est pour une grande part l'émanation des forces qui se sont opposées au TCE au Traité de Lisbonne puis au TSCG. Nous dirons qu'il faut plus que jamais sortir des diktats de ces traités. Nous défendrons notamment le contrôle démocratique de la BCE et un profond changement de ses missions au service de l'emploi, de l'industrie et la transition écologique, la rupture avec la politique de l'euro fort et une harmonisation fiscale et sociale par le haut. Nos propositions en matière européenne inscrites dans l'Humain d'abord sont plus que jamais d'actualité face à la construction libérale de l'UE. Elles favorisent des nouvelles convergences possibles avec les syndicalistes, militant-e-s des droits civiques, sociaux, et écologiques, du mouvement progressiste européen, militants et responsables d'EELV et de l'aile gauche du PS. Des alliances sont possibles pour des propositions alternatives à la logique du capitalisme financiarisé et du productivisme en France comme en Europe où nous entendons également renforcer nos liens avec les forces de la gauche antilibérale européenne.

Dans ce scrutin à la proportionnelle, et peut-être sur une seule circonscription nationale ce qui serait souhaitable, le Front de gauche entend s'engager dans ce scrutin avec de grandes ambitions : celle de bousculer le rapport de force à gauche en notre faveur étant essentielle.

Municipales et Européennes peuvent ainsi constituer deux moments importants pour faire évoluer le débat et les rapports de force, la perspective d'une autre issue politique que la politique d'austérité aujourd'hui menée par le gouvernement Ayrault en France tout comme par l'Union européenne.



CONCLUSION

Face à la crise, une course de vitesse est engagée entre deux types de réponses possibles : l'une démocratique et solidaire et l'autre autoritaire et porteuse de profondes régressions sociales.

Ainsi en France, si au lendemain de sa défaite, l'UMP est entrée dans une crise de succession, la droite n'en reste pas moins à l'offensive sur le plan politique et idéologique.

Le poids du FN, le mandat puis la campagne extrêmement droitière de Nicolas Sarkozy, ont renforcé son extrémisation. La porosité constatée entre son électorat et celui du FN lors des deuxièmes tours des élections législatives opposant la gauche au FN en est un indice inquiétant. Une recomposition globale, est en cours au lendemain de laquelle droite et extrême droite aspirent à prendre le pouvoir pour imposer leurs choix iniques.

Nous avons donc, en tant que Front de gauche, un rôle historique : rassembler pour construire une alternative de gauche rompant avec les logiques libérales et sociales libérales. Cet objectif est non seulement un enjeu important pour la France mais aussi pour l'Europe. Car nous sommes persuadés que si la rupture intervient en notre faveur dans un pays, elle sera au moins aussi contagieuse que l'austérité que nous subissons tous.

L'histoire nous a montré que les périodes de crise et de récession que nous vivons ont toujours engendré des bouleversements. Quelle sera l'issue de cette crise ? Une régression civilisationnelle ou la révolution citoyenne ?

Face à la haine de l'autre, au repli sur soi, à la vision ethnique des sociétés, l'affrontement entre les peuples, la tentation totalitaire, nous faisons le pari d'une société de répartition et contrôle des richesses, de la justice sociale, de l'égalité des droits, de la démocratie active, de la planification écologique, de la solidarité internationale.

Et nous ne sommes pas seuls. Partout, des points d'appuis existent dans le monde pour dessiner un autre avenir : en Amérique du sud et, plus près de nous, en Europe notamment dans les pays où des rassemblements comme celui du Front de Gauche se multiplient. Nous prenons évidemment toute notre place dans cette chaîne. C'est dire l'importance de notre rôle à l'avenir et donc de nos choix.

Il n'y a aucune fatalité à l'austérité et à la résignation, les peuples peuvent changer leurs destins. Une autre politique est possible et elle peut être majoritaire. Plus que jamais nous nous mettons au service de cette ambition. Place au peuple !

Adopté par la coordination nationale du Front de gauche le 21 janvier, les neuf organisations politiques qui le composent (PCF, Parti de Gauche, Gauche unitaire, FASE, PCOF, République & Socialisme, Convergences & Alternative, Gauche Anticapitaliste, les Alternatifs) et présenté au Conseil National du FDG du 25 janvier où il a fait l'objet d'un accord unanime.

